

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 21 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{er} JANVIER 2007
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0750186M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;
La CAPEB de la région Limousin ;
La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

La CFDT construction bois du Limousin ;
L'union régionale CFTC bâtiment de la région Limousin ;
Le syndicat Force ouvrière du bâtiment, région Limousin ;
Le SNC-CGC bâtiment de la région Limousin,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article I.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, le montant des petits déplacements, pour toutes les entreprises quel que soit leur effectif, applicables dans la région Limousin, est modifié ainsi qu'il suit :

1. Indemnité de repas :

- sous-zone 1 A, 1 B et autres zones : 9,33 € au 1^{er} janvier 2007.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

2. Indemnité de transport au 1^{er} janvier 2007 :

- sous-zone 1 A : 0,63 € ;
- sous-zone 1 B : 1,40 € ;
- zone 2 : 4,28 € ;
- zone 3 : 7,11 € ;
- zone 4 : 9,96 € ;
- zone 5 : 12,80 €.

3. Indemnité de trajet au 1^{er} janvier 2007 :

- sous-zone 1 A : 0,63 € ;
- sous-zone 1 B : 1,42 € ;
- zone 2 : 2,93 € ;
- zone 3 : 4,17 € ;
- zone 4 : 5,44 € ;
- zone 5 : 6,70 €.

Article 2

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Article 3

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 21 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)